

Un clivage renforcé entre les « somewhere » et les « anywhere »

« Il est possible que le progrès soit le développement d'une erreur », s'interrogeait en 1962, un an avant sa disparition, le poète Jean Cocteau, dans des vœux télévisés à « la jeunesse de l'an 2000 ». En 2016, l'écrivain voyageur Sylvain Tesson se remémora son oracle lors de sa traversée thérapeutique de la France par des itinéraires pédestres, dont il tira le récit *Sur les chemins noirs* (Gallimard). Les Trente Glorieuses, y écrit-il, ont « accouché d'un nouveau paysage rural, redistribué la carte du sol, réorchestré la conversation de l'homme avec la terre » !

Les grandes forces à l'œuvre ne s'attaquèrent pas qu'à la ruralité, à en croire la série de récents travaux rigoureux et indépendants qui décrivent une réorganisation de fond en comble du territoire. Et selon lesquels cette lame de fond a fissuré le fameux ciment de « l'amalgame » cher à Fernand Braudel, l'auteur de *L'identité de la France* (1986). Pire, elle aurait favorisé l'apparition de « fractures » à l'origine « d'une nouvelle géopolitique, de nouveaux rapports de force, qui portent en germe un risque de radicalisations politiques et sociales », selon la formule de Christophe Guilluy.

Dans son ouvrage publié en 2014, *La France périphérique. Comment on a sacrifié les classes populaires* (Flammarion), le géographe est le premier à poser les bases d'un appareil critique de la doxa sur la nécessité des réformes et les progrès de la mondialisation. En 2019, le patron du département « opinion » de l'institut de sondage Ifop, Jérôme Fourquet, l'enrichit de *L'archipel français. Naissance d'une nation multiple et divisée* (Seuil). La thèse du politologue pointe en particulier deux phénomènes puissants.

Déséquilibre. Le premier, sociologique, est l'achèvement de la déchristianisation de la société, qui aurait affaibli la « matrice catholique républicaine » dont l'influence a été déterminante dans l'ordonnement du pays. Le second, démographique, a amplifié

et complexifié cet impact : le poids croissant des populations issues de l'immigration arabo-musulmane. En début d'année, Pierre Vermeren, professeur d'histoire contemporaine à la Sorbonne, a publié *L'impasse de la métropolisation* (Gallimard), une critique acérée du phénomène de concentration des richesses, des classes aisées et des activités tertiaires dans les grands pôles urbains connectés à la

Si de nombreux observateurs avaient relevé le mouvement de défiance à l'encontre de la classe politique et des élites, très peu avaient anticipé sa dimension sociale et culturelle : l'alliance des « villages » qui se reforment et des arrière-pays qui se repeuplent

mondialisation, au détriment des territoires, victimes tout à la fois d'un désinvestissement d'un Etat central jacobin mais désargenté, et d'un mouvement quasi-inexorable de délocalisations industrielles.

Dans l'Hexagone, les effets de ces forces telluriques sont particulièrement marqués en raison de la taille du pays et de son organisation historique, mais aussi de l'élection en 2017 d'Emmanuel Macron, qui tiendrait lieu de « point de bascule ». A en croire Christophe Guilluy, le champion de « l'idéologie mouvementiste des classes dominantes » aurait renforcé les clivages entre les « gens de n'importe où » (les « anywhere »), et « ceux de quelque part » (les « somewhere »), contraignant au

passage les « entre deux » (« inbetweeners ») à prendre position, le géographe reprenant à son compte les catégories de la population britannique imaginées par le journaliste britannique David Goodhart dans son essai *The road to somewhere* paru en 2017 et traduit en français en 2019 sous le titre : *Les deux clans. La nouvelle fracture mondiale* (Les Arènes). Gilets jaunes, opposants à la réforme des retraites, antivax : le « en même temps » présidentiel a paradoxalement précipité le passage de l'ombre à la lumière de cette « France périphérique » ou « France des Interstices » qui concentre 80 % des classes populaires, parmi lesquelles les perdants de la mondialisation et ceux qui sont opposés aux renoncements consentis pour s'adapter à ses normes et valeurs.

Si de nombreux observateurs avaient relevé le mouvement de défiance à l'encontre de la classe politique et des élites, qui se manifestait tant par une chute des taux de la participation aux élections que par une désaffection pour les médias traditionnels, très peu avaient anticipé sa dimension sociale et culturelle : l'alliance des « villages » qui se reforment et des « hinterlands » (les arrière-pays) qui se repeuplent pour contester la gouvernance des élites métropolitaines.

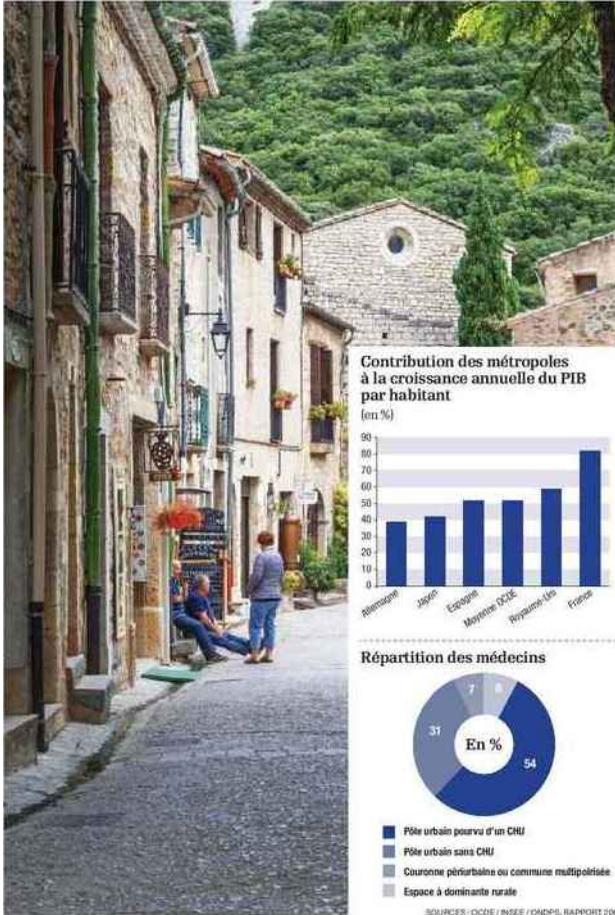
« **Lutte des classes** ». Christophe Guilluy écrivait en 2014 : « Une contre-société se structure (...). Les différentes catégories opposées forment désormais un continuum socioculturel et partagent (...) une même perception des effets négatifs de la mondialisation. » Cinq ans plus tard, Pierre Vermeren dénonce le retour de la « lutte des classes ». Celle de la « nouvelle bourgeoisie (le bloc libéral élitaire de Fourquet) contre ceux qui roulent au diesel et fument des clopes, qui mangent de la viande, boivent du vin, se chauffent au fioul, pratiquent la chasse, partent en vacances en voiture et vont au stade de foot ». Mondialisation, libre-échange, immigration, multiculturalisme, ordre, autorité. Sur ces sujets fonda-

mentaux pour la structuration d'une société, les sondages montrent que les points de vue deviennent irréconciliables, que les lignes de partage identifiées se brouillent. Les contestataires du credo élitiste ne sont plus seulement les non éduqués, ceux dont les emplois se sont dégradés, ceux qui se sentent déclassés par rapport à leurs parents, par-delà le clivage

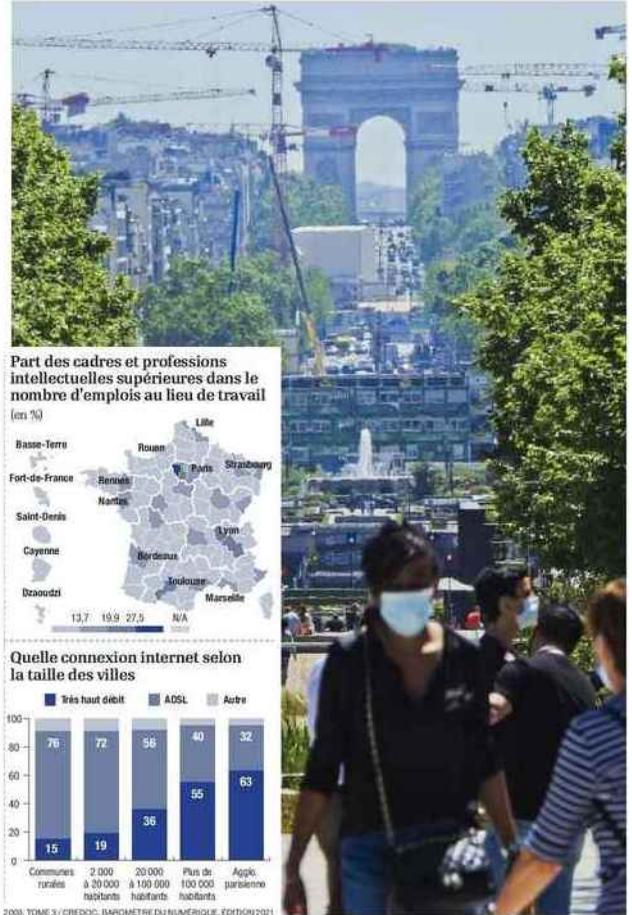
Mondialisation, libre-échange, immigration, multiculturalisme, ordre, autorité. Sur ces sujets fondamentaux pour la structuration d'une société, les sondages montrent que les points de vue deviennent irréconciliables

territoires/métropoles, comme l'illustre la carte des antivax dans le Grand Sud dessinée cet été par Jérôme Fourquet et le géographe Emmanuel Vigneron.

L'enjeu actuel serait de reconnaître « qu'on ne fait pas société en tenant à l'écart les plus modestes, c'est-à-dire la majorité de la société », résume Christophe Guilluy. D'accepter, comme le dit David Goodhart, « l'opinion que changer, c'est perdre » ; que « ceux de quelque part » peuvent être des « populistes décents », qu'ils « ne choisissent pas la fermeture contre l'ouverture mais veulent une forme d'ouverture qui ne soit pas à leur désavantage », insistant sur l'urgence à renouer un dialogue constructif et trouver des terrains d'entente. De fait, le démographe Hervé Le Bras ne parle pas d'une crise des territoires, mais de crises des rapports entre le pouvoir central et l'ensemble de la société. **M.R.**



Le village de Saint-Guilhem-le-Désert, dans l'Hérault, et l'esplanade de La Défense, en Ile-de-France.



Trance.